

Indemnisation des descendants d'esclaves : c'est parti !

écrit par François des Groux | 18 septembre 2019



Illustration : La Croix

En ces temps de culpabilité et de repentance, l'Église américaine et ses institutions se placent à la pointe du combat pour l'indemnisation des descendants d'esclaves. Un mouvement qui, par capillarité taubiresque, touchera d'ici peu les Antilles et nos anciennes colonies, *en droit* de demander réparations de manière sonnante et trébuchante pour des siècles de traite négrière et de colonialisme.

Aux États-Unis, des descendants d'esclaves bientôt indemnisés

Le Séminaire de théologie de Virginie s'apprête à payer des réparations aux familles dont les ancêtres ont travaillé sur son campus.

Sous l'impulsion des étudiants d'origine afro-américaine, la question de l'indemnisation financière des descendants d'esclaves s'impose progressivement dans la campagne présidentielle.

Augustine Passilly

Plus de 150 ans après l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, le 18 décembre 1865, se pose la question de la réparation financière. À l'initiative des étudiants d'origine afro-américaine, les élèves de l'université catholique jésuite de Georgetown à Washington se sont prononcés, en avril, en faveur de l'augmentation de leurs frais de scolarité pour soutenir les descendants des 272 esclaves vendus par les missionnaires jésuites du Maryland afin de financer la construction de l'établissement.

Le 5 septembre, ce fut au tour du Séminaire de théologie de Virginie – membre de l'Église épiscopaliennne, une branche de l'Église anglicane – d'annoncer la constitution d'un fonds de 1,7 million de dollars (1,5 million d'euros) destiné aux générations succédant aux esclaves qui ont travaillé sur son campus.

Si, depuis une dizaine d'années, les universités tentent de se repentir symboliquement pour leur contribution au commerce triangulaire, il s'agit là des premières initiatives d'indemnisation financière.

Or, cette question commence à quitter les bancs des établissements scolaires pour s'inviter dans les programmes des candidats à la succession de Donald Trump.

C'est pour marquer les 200 ans du séminaire que son président, le prêtre épiscopalien Ian Markham, a décidé de dédommager les descendants d'esclaves.

"C'est seulement un petit pas, une graine, un début, pour tenter d'admettre que, au-delà des excuses et de la promesse d'un futur différent, nous devons prendre des mesures"...



Le révérend Ian Markham

Jusqu'ici, les actes de repentance demeuraient symboliques...

"Beaucoup d'universités ont tiré leurs richesses du travail des esclaves" explique Jean Hébrard, spécialiste de l'esclavage à l'EHESS, "... les établissements entreprennent désormais des enquêtes pour savoir ce qu'ils doivent aux esclaves et souhaitent, depuis peu, y ajouter des

réparations”...

“Il ne suffit pas de dire qu’on est désolés. Georgetown doit joindre le geste à la parole et investir dans les descendants de cette communauté” a assuré Eliza Dunni Phillips [...], étudiante de l’université...

La mobilisation des établissements d’enseignement supérieur émane largement des jeunes descendants eux-même d’esclaves.

“Dans la plupart des universités, les étudiants, et en particulier les afro-américains, sont en train de pousser dans cette direction constate le chercheur Jean Hébrard. Ça vient aussi du mouvement noir et des “Black Lives Matter.”

Or, à l’approche de la présidentielle du 3 novembre 2020, la question de la réparation financière des descendants d’esclaves s’immisce aussi dans le débat politique, notamment chez les candidats démocrates.

La sénatrice Kamala Harris propose ainsi “une loi ascenseur” à destination des familles noires en situation de pauvreté, tandis que l’ancien ministre Julian Castro et la sénatrice Elizabeth Warren militent en faveur d’une commission pour étudier d’éventuelles réparations...

Le dernier recensement a révélé, en 2020, que près de 13% des États-Uniens se disent afro-américains...

<https://www.la-croix.com/Religion/Etats-Unis-descendants-desclaves-bientot-indemnises-2019-09-13-1201047319>



Kamala Harris, Julian Castro et Elizabeth Warren (prétendument “descendante d’Amérindiens” – [Hufftington](#))

Les Américains régulièrement interrogés sur leur “race”

Si, en France, il est interdit depuis 1978 de recueillir et d’enregistrer des informations sur les origines “raciales” ou ethniques d’une personne, ce n’est pas le cas outre-atlantique. Quand ils remplissent des documents administratifs, les citoyens états-uniens doivent généralement choisir entre plusieurs “races”...